

● (1720)

J'ai l'intention de consacrer la moitié de mon temps de parole dans ce débat important à la question de l'unité nationale ou, plus précisément, à la question du référendum. Mais avant, je tiens à parler de certaines mesures immédiates qui s'imposent et que le gouvernement actuel n'a encore montré aucun désir de prendre. Ces questions sont abordées dans le discours du trône et le premier ministre (M. Trudeau) les a aussi abordées aujourd'hui, si je peux dire, en faisant un bel exposé général qui pourrait impressionner l'auditeur conciliant qui ne s'intéresse qu'à la valeur intellectuelle des arguments et lui faire admettre que le gouvernement comprend très bien, d'une façon générale, les problèmes actuels.

La politique est cependant une toute autre affaire. Elle requiert plus qu'une compréhension générale. Pour obtenir des résultats d'ordre général, la politique doit répondre à des besoins humains réels par des mesures tangibles.

Quels sont les problèmes réels et les véritables causes du mécontentement régional qui influent directement sur l'unité nationale et auxquels on n'apporte aucune solution? En voici quelques-uns. Les taux d'intérêt en sont un, bien entendu. Le parti progressiste-conservateur critiquait les libéraux à ce sujet avant de prendre le pouvoir en mai dernier. En un sens, si l'on s'en tient à cette philosophie, j'admets qu'ils aient changé leur politique dans ce domaine. Il est certaines politiques que le gouvernement devra peut-être modifier et il devrait peut-être attendre encore un peu avant de s'engager.

Les conservateurs ont promis de réduire les taux d'intérêt. Après avoir pris le pouvoir, ils les ont haussés quatre fois. Les libéraux, pendant leur dernière campagne, ont fustigé les conservateurs pour leurs taux d'intérêt élevés. Maintenant, ils sont au pouvoir et eux aussi ont haussé les taux quatre fois. Je tiens à préciser que ces problèmes n'ont rien d'abstrait.

Je voudrais parler de la réponse qu'a faite le ministre des Finances (M. MacEachen) aujourd'hui quand il a demandé s'il y avait une solution. J'y viendrai dans un instant. La situation est alarmante non seulement au Canada mais aussi en Grande-Bretagne et aux États-Unis où les gouvernements prônent des politiques monétaires aberrantes et irréflechies, des principes économiques que je croyais surannés depuis les années 20 et qui pourraient provoquer une crise économique d'envergure mondiale. C'est un fait notoire.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Considérons simplement certains indices au Canada. Hier, dans l'industrie forestière de la Colombie-Britannique, plus de 5,000 travailleurs étaient sans emploi, la plupart depuis janvier. En Saskatchewan, des agriculteurs sont actuellement dépossédés de leurs terres; il ne s'agit pas encore d'un nombre élevé, mais il est sans précédent pour les temps modernes. Des jeunes gens et des jeunes femmes ne peuvent plus se lancer dans l'exploitation agricole en raison des taux élevés d'intérêt.

La situation de l'accession à la propriété au Canada est devenue vraiment catastrophique. Les Canadiens rêvaient jadis

L'Adresse—M. Broadbent

d'être propriétaires d'une maison. En 1980, ce rêve s'est transformé en cauchemar. Je n'exagère pas. Pour ceux qui vont renouveler leur hypothèque, la hausse moyenne sera de 54 p. 100 en un an; or il s'agit le plus souvent de jeunes familles à faible revenu qui avaient droit à de petites subventions ces dernières années, et on me dit qu'il y en a environ 350,000. La hausse sera d'environ \$200 par mois pour une hypothèque typique, soit près de \$3,000 par an.

Si le gouvernement n'agit pas fermement, non pas simplement en faveur des gagne-petit mais de tous les Canadiens qui font face à cette crise des hypothèques, plus de gens perdront leur maison en 1980 qu'à n'importe quel moment depuis la crise économique. Un gouvernement devrait se préoccuper vivement de ce problème et se montrer compatissant.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je tiens à signaler au ministre des Finances qu'il n'y a pas plus de deux semaines, à Terre-Neuve, tous les pêcheurs qui voulaient s'acheter un bateau devaient payer 2 p. 100 d'intérêts de plus. Sauf erreur, une hausse d'intérêts de 2 p. 100 obligera le pêcheur de Terre-Neuve qui achète un palangrier de 65 pieds de long à capturer 250,000 livres de poissons de plus rien que pour payer la différence.

Pour la première fois depuis la grande crise, l'existence même des coopératives de crédit et des caisses populaires est menacée par la hausse des taux d'intérêt. Dans les petites entreprises, le nombre de faillites a augmenté de 25 p. 100 au cours des deux premiers mois de l'année. L'industrie forestière de la côte ouest, les pêcheurs des provinces de l'Atlantique, les ouvriers de l'automobile de l'Ontario, les coopératives de crédit, les caisses populaires, les petites et maintenant les moyennes entreprises sont tous menacés à cause de la politique absurde du gouvernement en matière de taux d'intérêt. Ce sont là des êtres humains qui sont menacés.

Le ministre des Finances demande ce qu'on peut faire. Je lui réponds que l'Allemagne, la Suisse et le Japon ont de faibles taux d'intérêt. Ceux-ci ont légèrement augmenté dans ces pays, comme il le sait.

M. MacEachen: Assez bien.

M. Broadbent: Le plus souvent, l'augmentation est environ deux fois moins forte qu'au Canada. Quand le taux d'inflation est de 20 p. 100 aux États-Unis alors qu'il est de 10 p. 100 au Canada, le vieux principe qui nous oblige à suivre les taux d'intérêts américains n'est plus valable pour la bonne raison que le rendement réel est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis.

Je signale au ministre des Finances que je lui remettrai plus tard une liste d'économistes, s'il veut écouter des gens progressistes au lieu de suivre le glissement vers la droite que l'on remarque dans les milieux économiques depuis quelques années. Il pourra ainsi apprendre quelque chose en écoutant d'autres avis et œuvrer pour le bien des Canadiens. Un de nos porte-parole dans ce débat s'étendra beaucoup sur le sujet.